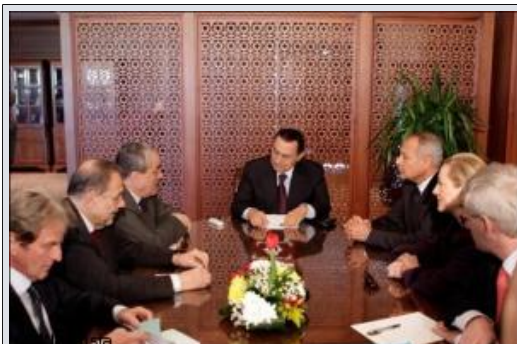


## Gaza, casse-tête pour l'Egypte d'hier, d'aujourd'hui et de demain

**LE CAIRE (AFP) - Cauchemar pour Israël depuis un demi-siècle, la bande de Gaza est aussi un casse-tête pour l'Egypte, dont le pire scénario est de redevenir le tuteur de l'enclave palestinienne.**



Le président égyptien Hosni Moubarak (C), le 5 janvier 2009 à Charm el-Cheikh (© AFP - Str)

"L'Egypte ne tombera pas dans ce piège israélien", s'est exclamé le président Hosni Moubarak dès le début de l'attaque de l'armée israélienne, tout en accusant le Hamas islamiste de l'avoir provoquée par ses tirs de roquettes.

Pour l'Egypte, le plan secret d'Israël serait aussi simple que redoutable: couper à jamais Gaza de la Cisjordanie et se débarrasser du sort de ses 1,5 million d'habitants au détriment du Caire.

"Ce plan, l'Egypte le refuse", a clamé le raïs en phase sur ce point avec son peuple, quelle que soit sa solidarité affichée avec la "cause" des Palestiniens ou son empathie avec leurs souffrances actuelles.

Accusée de ne pas avoir brisé le blocus d'Israël en refusant d'ouvrir en permanence sa frontière à Rafah, l'Egypte réplique que cela aurait permis aux Israéliens de se décharger de leur responsabilité d'approvisionner Gaza.

Mais les Egyptiens ont, de fait, laissé se creuser, sous les 14 km de frontière, des centaines de tunnels qui sont comme un "cordon ombilical" entre l'Egypte et le minuscule territoire surpeuplé.

C'est que leurs liens étroits, sans remonter à l'antiquité, ne peuvent se comprendre sans plonger dans l'histoire du demi-siècle marqué par plusieurs conflits entre Israël et ses voisins arabes.

A l'issue de la première de ces guerres, en 1948, après le plan de partition de la Palestine, la bande de Gaza, avec ses 180.000 réfugiés, se retrouve sous administration égyptienne.

L'Egypte n'envisage pas l'annexion, n'offre pas la citoyenneté égyptienne aux Palestiniens, ne leur donne pas de permis de travail, mais accueille largement ses étudiants, comme Yasser Arafat.

Contrairement à une idée reçue, c'est avec embarras que le leader nationaliste Gamal Abdel Nasser, parvenu au pouvoir après le coup d'Etat de 1952, se retrouve "tuteur" de la turbulente bande de Gaza.

L'armée égyptienne doit mater plusieurs fois par des tirs des manifestations palestiniennes organisées par les leaders nationalistes, et s'attache à limiter les infiltrations sur le sol israélien.

Mais un épisode sanglant impose, selon les historiens, un changement radical de la politique de Nasser: un raid lancé par Israël en février 1955 contre une base égyptienne à Gaza, tuant 36 soldats et 2 civils.

Humilié et incapable de répliquer, il prend alors la décision d'organiser, contrôler et d'armer ceux qu'on appelle les "feddayins", qui lanceront sans cesse des incursions en Israël, provoquant en retour des raids et une escalade.

L'administration égyptienne prend fin avec la guerre israélo-arabe des Six jours de juin 1967, Israël devenant dès lors la puissance occupante de la bande de Gaza.

Avec le retrait israélien de Gaza, en 2005, l'Egypte se retrouve dans une situation malaisée, refusant d'en devenir le tuteur obligé mais devant y jouer un rôle clef pour garantir la sécurité à sa frontière orientale.

Le coup de force du Hamas en 2007, qui a évincé de la bande de Gaza les fidèles à Mahmoud Abbas, allié du camp modéré arabe, a ulcéré et inquiété au plus haut point l'Egypte, qui ne l'avait pas anticipé.

"La hantise d'un Etat islamiste à ses portes, sous influence de Damas et Téhéran, avec risque terroriste et contagion avec les Frères musulmans égyptiens, est devenue pour le Caire une réalité inacceptable", dit à l'AFP Imad Gad, chercheur au centre stratégique d'al-Ahram.

Tous les développements négatifs n'ont fait que renforcer les craintes égyptiennes, la tension persistante à la frontière, l'échec des négociations interpalestiniennes, la fin de la trêve et désormais la guerre.

"Et il est clair pour l'Egypte que le Hamas agit sous influence et porte une lourde responsabilité", note M. Gad, pour qui Le Caire craint que l'opération israélienne ne précipite un afflux de réfugiés palestiniens sur son sol.